



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Hausse des cyberattaques envers le service public

Question écrite n° 13161

Texte de la question

Mme Michèle Tabarot attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la forte augmentation des cyberattaques visant les services publics. Selon le bilan 2024 de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), 218 incidents ont été traités affectant directement des collectivités territoriales, représentant 14 % des signalements nationaux sur l'année, avec une exposition accrue des données publiques et des interruptions de services sensibles. Parallèlement, des fuites massives de données personnelles ont touché plusieurs opérateurs publics. En ce début d'année 2026, la France fait face à une intensification spectaculaire de ces menaces : plus de 100 piratages et la fuite de 60 millions de lignes de données ont été recensés en seulement quatre semaines, faisant du pays le plus ciblé d'Europe en début d'année. Concrètement, 30 millions de Français sont exposés à des risques directs d'usurpation d'identité, de fraudes ou d'atteintes à la vie privée. Face à cette montée des cybermenaces, elle souhaiterait savoir quelles orientations le Gouvernement entend retenir pour renforcer la cybersécurité des services publics et améliorer la prévention comme la capacité de réponse aux attaques, afin de renforcer la protection des données et des citoyens.

Données clés

Auteur : [Mme Michèle Tabarot](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (9^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13161

Rubrique : Numérique

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Premier ministre](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 11 mai 2026

Question publiée au JO le : [24 février 2026](#), page 1584